

Elles seront informées qu'elles n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'elles peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Elles seront en outre informées du délai de conservation des données, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est faite au recteur de l'Université libre de Bruxelles et au recteur de l'Université Gent.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} désignent nommément et par écrit, parmi les membres du personnel, selon le cas, de l'Unité d'Epidémiologie et de Prévention des Affections cardio-vasculaires de l'Université libre de Bruxelles et de l'Afdeling Epidemiologie en Preventie Gezondheidskunde de l'Université Gent, ceux d'entre eux qu'elles autorisent à faire usage de ces informations dans le cadre de leurs activités de recherche, aux seules fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

La liste des membres du personnel désignés conformément à l'alinéa précédent est dressée dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elle est transmise aussitôt à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o et 5^o, de la loi précitée du 8 août 1983 ne peuvent être conservées, en ce qui concerne les personnes décédées, que durant le temps nécessaire pour mettre l'information ayant trait au lieu et à la date du décès en relation avec les données à caractère scientifique de l'enquête, et en ce qui concerne les autres personnes, que durant le temps nécessaire pour les contacter en vue de les soumettre à une interview.

Sans préjudice de la disposition de l'alinéa 1^{er}, les informations obtenues du Registre national en application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Politique scientifique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Zij zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn mede te werken aan het onderzoek, en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wettiging te moeten geven.

Zij zullen bovendien ingelicht worden over de termijn van bewaring van de gegevens, waarin wordt voorzien in artikel 4, eerste lid, en over het feit dat de hen betreffende gegevens anoniem gemaakt zullen worden.

Art. 3. De informatiegegevens uit het Rijksregister bedoeld in artikel 1, eerste lid, worden meegedeeld aan de rector van de Universiteit Gent en aan de rector van de "Université libre de Bruxelles".

De personen bedoeld in het eerste lid duiden onder de leden van het personeel, naargelang het geval, van de afdeling Epidemiologie en Preventieve Gezondheidskunde van de Universiteit Gent, en de "Unité d'Epidémiologie et de Prévention des Affections cardio-vasculaires" de l'Université libre de Bruxelles, bij name en schriftelijk aan wie gebruik mag maken van deze informatiegegevens in het kader van hun onderzoeksactiviteiten, enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1, tweede lid.

De lijst van de leden van het personeel aangeduid conform het voorgaande lid wordt opgesteld in de maand die volgt op de inwerkingtreding van het onderhavig besluit. Hij wordt dadelijk aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gezonden.

Art. 4. De informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o en 5^o, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 mogen, met betrekking tot de personen die overleden zijn, slechts bewaard worden gedurende de tijd die nodig is om de informatie over de plaats en de datum van overlijden in verband te brengen met de wetenschappelijke gegevens van het onderzoek, en met betrekking tot de andere personen, gedurende de tijd die nodig is om contact met hen op te nemen voor een interview.

Onverminderd het bepaalde in het eerste lid, moeten de informatiegegevens die verkregen worden met toepassing van artikel 1 ten laatste één jaar na de inwerkingtreding van het onderhavig besluit uitgewist of vernietigd worden.

Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Voor de toepassing van het voorgaande lid worden niet als derden beschouwd de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 1812

[C - 99/00189]

8 FEVRIER 1999. — Arrêté royal autorisant la « Vrije Universiteit Brussel » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour les besoins d'une enquête dénommée « Tussen burger en overheid »

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la « Vrije Universiteit Brussel » à recevoir communication de certaines informations du Registre national pour les besoins d'une enquête dénommée « Tussen burger en overheid ».

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

N. 99 — 1812

[C - 99/00189]

8 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan de Vrije Universiteit Brussel mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek « Tussen burger en overheid »

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister aan de Vrije Universiteit Brussel te verlenen in het kader van een onderzoek « Tussen burger en overheid ».

De rechtsgrond van het ontwerp van besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Le Centre de Sociologie de la « Vrije Universiteit Brussel » est chargé de cette enquête, laquelle est effectuée à la demande de l'autorité fédérale dans le cadre du programme intitulé « Recherche socio-économique prospective ».

Le thème de l'enquête est la place du citoyen dans l'environnement social et sa participation dans la prise de décision. L'objectif de l'enquête consiste à améliorer la vision du fonctionnement de cet environnement. Cette vision doit déboucher sur des initiatives destinées à réduire le fossé entre l'autorité et le citoyen.

La méthode qui sera appliquée lors de l'enquête peut être décrite comme suit : un questionnaire sera présenté à environ 1700 personnes de la partie flamande du pays, en vue de collecter des informations concernant leur participation à l'environnement social et les attitudes qui sont les leurs en matière de citoyenneté et de culture politique. A cette fin, il convient d'extraire du Registre national des personnes physiques un échantillon de la population adulte de la Région flamande.

L'enquête qui sera effectuée au départ de cet échantillon doit permettre au centre de recherche de se prononcer, d'une part, sur l'implication de la population dans le fonctionnement du processus politique et social et, d'autre part, sur le rôle que l'environnement social joue ou est susceptible de jouer dans la promotion de la cohésion sociale. Il s'agit donc, pour partie, d'une enquête traditionnelle sur la participation politique et, pour partie, d'une enquête sur la question de savoir dans quelle mesure la vie associative contribue au maintien ou à la promotion d'une culture politique démocratique. C'est uniquement sur la base d'un échantillon représentatif de la population que des appréciations fondées peuvent être émises à cet égard et il est nécessaire à cette fin de pouvoir recourir aux informations du Registre national des personnes physiques. Toute autre source qui serait utilisée pour constituer l'échantillon (par exemple les listes de membres d'associations) comporte en effet un risque de déformation des résultats.

Cette enquête est incontestablement d'intérêt scientifique : par comparaison avec certains autres pays (notamment les Pays-Bas, l'Allemagne et le Danemark), la recherche en cette matière n'est pas encore très développée dans notre pays. L'enquête ne sera donc pas seulement utile pour mieux connaître le processus politique mais elle contribuera également au développement des sciences sociales en Belgique.

Concrètement, il sera procédé comme suit : trois échantillons constitués chacun de 1 700 personnes seront extraits du Registre national, soit au total 5 100 personnes. Le premier groupe de 1 700 personnes sera mis en œuvre pour le travail d'enquête initial sur le terrain : en cas d'absence de réponse dans ce premier groupe, il sera recouru aux deux autres à titre de substitution.

Pour pouvoir constituer l'échantillon de manière scientifiquement justifiée, le Centre de Sociologie de la V.U.B. sollicite la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o de la loi organique du 8 août 1983 sur le Registre national.

La communication de ces informations se justifie comme suit :

- la connaissance des informations visées aux 1^o (nom et prénoms) et 5^o (résidence principale) est en tout état de cause nécessaire pour interroger les personnes composant l'échantillon;

- la connaissance des informations visées aux 2^o (date de naissance) et 3^o (sexe) s'avère indispensable pour que l'échantillon puisse être constitué d'une composante représentative de la population;

- la connaissance de l'information visée au 4^o (nationalité) est elle aussi indispensable étant donné que seules des personnes de nationalité belge seront interrogées.

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 3 avril 1995 « fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre », l'article 4 de l'arrêté en projet précise, en ce qui concerne la conservation des informations du Registre national, que celles-ci doivent être effacées ou détruites dans les deux mois qui suivent la clôture de l'enquête et au plus tard le 31 décembre 1998. A cette date en effet, le travail sur le terrain doit être terminé et l'analyse de l'enquête, seulement débiter.

Le Gouvernement s'est assuré que les précautions nécessaires ont été prises afin de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations qui auront été obtenues en communication du Registre national se rapportent :

Het Centrum voor Sociologie van de Vrije Universiteit Brussel belast zich met dat onderzoek, welk gebeurt in opdracht van de federale overheid in het kader van het programma genaamd « Toekomstgericht Sociaal-Economisch Onderzoek ».

Het thema van het onderzoek is de plaats van de burger op het maatschappelijk middenveld en zijn aandeel in de besluitvorming. Doelstelling van het onderzoek is het verbeteren van het inzicht in de werking van het middenveld. Dit inzicht moet leiden tot initiatieven om de kloof tussen overheid en burger te verkleinen.

De werkwijze die bij het onderzoek gebruikt zal worden kan omschreven worden als volgt : aan ongeveer 1 700 respondenten uit het Vlaamse landsgedeelte zal een vragenlijst voorgelegd worden, teneinde gegevens te verzamelen met betrekking tot hun participatie aan het middenveld en hun daaraan gekoppelde attitudes inzake burgerschap en politieke cultuur. Hiervoor dient op basis van het Rijksregister van de natuurlijke personen een steekproef getrokken te worden van de volwassen bevolking van het Vlaamse Gewest.

De survey die op basis van deze steekproef zal worden uitgevoerd, moet toelaten uitspraken te doen over enerzijds de betrokkenheid van de bevolking bij het politiek en maatschappelijk functioneren, en anderzijds de rol die het maatschappelijk middenveld speelt of kan spelen bij het bevorderen van sociale cohesie. Ten dele gaat het dus om een traditioneel politiek participatie-onderzoek, en ten dele om een onderzoek naar de vraag in hoeverre het verenigingsleven bijdraagt tot het instandhouden dan wel bevorderen van een democratische politieke cultuur. Het is enkel en alleen op basis van een representatief staal van de bevolking dat hierover gefundeerde uitspraken kunnen gedaan worden, en daarvoor is het noodzakelijk voor dit doel een beroep te kunnen doen op de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen. Elke andere bron die gebruikt zou worden voor het trekken van de steekproef (bijvoorbeeld ledenlijsten van verenigingen), houdt inderdaad een gevaar van vervorming van de resultaten in.

Dit onderzoek is ongetwijfeld van wetenschappelijk belang : in vergelijking met sommige andere landen (bijvoorbeeld Nederland, Duitsland en Denemarken) is het onderzoek in ons land over deze materie nog niet sterk ontwikkeld. Het onderzoek zal dus niet alleen nuttig zijn om het politiek proces beter te leren kennen, maar zal ook een bijdrage leveren tot de ontwikkeling van de sociale wetenschappen in België.

Concreet zal als volgt tewerkgegaan worden : uit het Rijksregister zullen drie steekproeven getrokken worden van telkens 1700 personen, d.w.z. in totaal 5100 personen. De eerste groep van 1700 personen zal worden gebruikt voor het oorspronkelijke veldwerk : bij gebrek aan antwoord van de eerste groep, zal ter vervanging beroep gedaan worden op de twee andere.

Om de steekproef op een wetenschappelijk verantwoorde wijze te kunnen samenstellen vraagt het Centrum voor Sociologie van de V.U.B. de mededeling van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o en 5^o van de organieke wet van 8 augustus 1983 op het Rijksregister.

De mededeling van die informatiegegevens is verantwoord omwille van de volgende redenen :

- de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 1^o (naam en voornamen) en 5^o (hoofdverblijfplaats) is uiteraard noodzakelijk opdat de personen die deel uitmaken van de steekproef ondervraagd zouden kunnen worden;

- de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 2^o (geboortedatum) en 3^o (geslacht) is noodzakelijk om de steekproef te kunnen samenstellen uit een representatief staal van de bevolking;

- de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 4^o (nationaliteit) is eveneens noodzakelijk aangezien alleen personen van Belgische nationaliteit ondervraagd zullen worden.

Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, 3^o van het koninklijk besluit van 3 april 1995 « tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn », preciseert artikel 4 van het ontworpen besluit, dat wat het bewaren van de informatiegegevens uit het Rijksregister betreft, deze moeten uitgewist of vernietigd worden binnen twee maanden volgend op de beëindiging van het onderzoek en uiterlijk op 31 december 1998. Op die laatste datum eindigt namelijk het veldwerk en begint de analyse van de survey.

De Regering heeft nagegaan of de nodige voorzorgen genomen werden om de bescherming van het privé-leven van de personen waarop de informatiegegevens die verkregen werden door mededeling uit het Rijksregister betrekking hebben te waarborgen :

1° il apparaît que la demande de communication de ces informations satisfait en tous points aux conditions fixées par l'arrêté royal précité du 3 avril 1995 :

- la « Vrije Universiteit Brussel » est dotée de la personnalité juridique;

- le « Centrum voor Sociologie » a désigné le bureau de recherche privé DIMARSO S.A., en qualité de sous-traitant. La sous-traitance consiste en ce que la S.A. DIMARSO se verra confier le travail d'enquête sur le terrain. Cette collaboration se justifie par le fait que DIMARSO S.A. dispose d'un réseau d'interviewers formés et expérimentés et qu'elle a déjà effectué à plusieurs reprises le travail sur le terrain pour les enquêtes précédentes. Concrètement, cette collaboration est organisée comme suit : le « Centrum voor Sociologie » communique les informations obtenues via le Registre national à DIMARSO S.A. qui procède aux interviews, conformément aux conditions imposées par le « Centrum voor Sociologie » et sous son contrôle. Les informations ne peuvent être conservées par DIMARSO S.A. que pendant le temps nécessaire au travail sur le terrain et doivent être effacées au plus tard le 31 décembre 1998.

Etant donné que la sous-traitance ne porte que sur des aspects secondaires de l'enquête et compte tenu du fait que toutes les opérations se déroulent sous la responsabilité du « Centrum voor Sociologie », il peut être affirmé que la sous-traitance se fait en conformité avec les règles fixées en la matière par l'arrêté royal précité du 3 avril 1995. En outre, la sous-traitance intervient avec l'autorisation des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles.

Il n'y a dès lors pas d'objection à ce que DIMARSO S.A. soit agréée en qualité de sous-traitant;

- le Centre de Sociologie ainsi que son sous-traitant qui en relève disposent du personnel et des moyens techniques nécessaires;

- les collaborateurs scientifiques dudit Centre ainsi que de son sous-traitant ont souscrit une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la confidentialité des données qui auront été reçues en communication du Registre national;

- le centre de recherche concerné a pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé tant par le Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée;

- deux fichiers distincts seront tenus : le premier contenant les données obtenues du Registre national et le second, celles qui sont spécifiques à l'enquête. Ces fichiers seront strictement séparés. Seuls les collaborateurs scientifiques du Centre de Sociologie qui auront souscrit la déclaration susvisée disposeront de la clef permettant de les mettre en relation. Après accomplissement du travail sur le terrain, cette clef sera détruite, en sorte qu'il ne sera plus possible de déterminer l'identité des personnes interrogées;

- l'unité de recherche s'est engagée à ne publier ou à ne diffuser les résultats de l'enquête à des tiers que sous la forme d'informations anonymes et non identifiables.

2° le préambule du projet d'arrêté royal réfère expressément aux dispositions légales et réglementaires énumérées ci-après :

- les articles 4, 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

- l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 2, a);

- la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques, notamment les points 3.1 et 3.2 de son annexe.

Cette énumération appelle les commentaires ci-après :

- l'article 4 de la susdite loi du 8 décembre 1992 et le point 3.1 de la Recommandation susvisée du Conseil de l'Europe imposent l'obligation d'informer les personnes interrogées sur les initiateurs de l'enquête ainsi que sur la nature de celle-ci, sur les finalités qu'elle poursuit et sur les modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées;

- l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 précitée dispose que des données à caractère personnel ne peuvent être traitées que pour des finalités déterminées et légitimes. Ces données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités;

1° het blijkt dat de aanvraag om mededeling van informatiegegevens op alle punten voldoet aan de voorwaarden gesteld door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995 :

- de Vrije Universiteit Brussel beschikt over rechtspersoonlijkheid;

- het Centrum voor Sociologie heeft het private onderzoeksbureau DIMARSO N.V. aangesteld in de hoedanigheid van onderaannemer. De onderaanneming bestaat erin dat aan de N.V. DIMARSO het onderzoekswerk op het terrein wordt toevertrouwd. Deze samenwerking wordt verantwoord door het feit dat DIMARSO N.V. beschikt over een netwerk van opgeleide en ervaren interviewers en reeds meermaals het veldwerk van de vorige enquêtes heeft uitgevoerd. Konkreet wordt deze samenwerking als volgt georganiseerd : het Centrum voor Sociologie deelt de via het Rijksregister verkregen informatie mede aan DIMARSO N.V., dat de interviews uitvoert volgens de voorwaarden opgelegd door het Centrum voor Sociologie, en onder zijn controle. De informatiegegevens mogen slechts door DIMARSO N.V. bewaard worden gedurende de tijd die nodig is voor het veldwerk, en dienen ten laatste uitgewist te worden op 31 december 1998.

Gegeven dat de onderaanneming slechts betrekking heeft op bijkomende aspecten van het onderzoek en rekening gehouden met het feit dat alles verloopt onder de verantwoordelijkheid van het Centrum voor Sociologie, kan gesteld worden dat de onderaanneming gebeurt in overeenstemming met de door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995 ter zake bepaalde regels. Bovendien gebeurt de uitbesteding met toestemming van de Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Culturele en Technische Aangelegenheden.

Er is bijgevolg geen bezwaar tegen de erkenning als onderaannemer van DIMARSO N.V.;

- het Centrum voor Sociologie en zijn onderaannemer beschikken over het nodige personeel en de nodige technische middelen;

- de medewerkers van dit Centrum voor Sociologie en van zijn onderaannemer hebben een verklaring ondertekend waarbij ze zich ertoe verbinden de vertrouwelijkheid van de door het Rijksregister medegedeelde gegevens te eerbiedigen;

- het betrokken onderzoekscentrum heeft de verbintenis aangegaan zich te onderwerpen aan de controle die zowel door de Minister van Binnenlandse Zaken als door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal worden georganiseerd;

- twee aparte bestanden zullen worden gehouden, te weten één met de informatiegegevens verkregen uit het Rijksregister en een ander met de specifieke onderzoeksgegevens. Deze bestanden zullen strikt gescheiden worden. Alleen de wetenschappelijke medewerkers van het Centrum voor Sociologie die de bovenvermelde verklaring ondertekend hebben, zullen beschikken over de sleutel om ze met elkaar in verband te brengen. Na de uitvoering van het veldwerk zal deze sleutel vernietigd worden, zodat het onmogelijk zal zijn de identiteit van de ondervraagde personen te achterhalen;

- de onderzoekseenheid verplicht er zich toe om de resultaten van het onderzoek slechts te publiceren of te verstrekken aan derden in de vorm van anonieme en niet-identificeerbare informatie.

2° de aanhef van het ontworpen besluit verwijst uitdrukkelijk naar de volgende wettelijke en reglementaire bepalingen :

- de artikelen 4, 5 en 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

- het koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 2, a);

- de Aanbeveling nr. R(83)10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens gebruikt voor statistisch of wetenschappelijk onderzoek, inzonderheid punt 3.1 en 3.2 van haar bijlage.

Die opsomming wordt zo verantwoord :

- artikel 4 van de voormelde wet van 8 december 1992 en punt 3.1 van de voormelde Aanbeveling nr. R(83)10 van de Raad van Europa leggen de verplichting op de personen die ondervraagd zullen worden te informeren over de initiatiefnemers van het onderzoek, en eveneens over de aard ervan, de nagestreefde doeleinden, en de modaliteiten volgens de welke de verzamelde informatiegegevens zullen behandeld worden;

- artikel 5 van de voormelde wet van 8 december 1992 bepaalt dat persoonsgegevens slechts mogen verwerkt worden voor duidelijk omschreven en wettige doeleinden en dat die gegevens uitgaande van die doeleinden, toereikend, ter zake dienend, en niet overmatig mogen zijn;

- l'article 6 de ladite loi dispose que le traitement de données à caractère personnel, portant notamment sur les opinions ou activités politiques, n'est autorisé qu'aux fins déterminées par ou en vertu de la loi.

L'article 148 de la loi du 21 décembre 1994 « portant des dispositions sociales et diverses » stipule que les mots « fins déterminées en vertu de la loi », tels que visés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 8 décembre 1992, doivent être interprétés comme constituant une habilitation donnée au Roi pour déterminer les objectifs en vue desquels et les circonstances dans lesquelles les données à caractère personnel peuvent être traitées, conformément aux autres dispositions de ladite loi du 8 décembre 1992 (1).

C'est ce qui a été réalisé par l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (2).

Etant donné qu'il s'agit ici d'une enquête portant sur l'implication de la population dans la vie politique, des questions seront à coup sûr posées aux personnes interrogées sur leurs opinions et activités politiques.

L'article 2 de l'arrêté en projet satisfait au prescrit, d'une part, de l'article 2, a), dudit arrêté royal n° 14 selon lequel le traitement de données à caractère personnel ne peut avoir lieu qu'avec le consentement de la personne concernée, ce consentement pouvant être retiré à tout moment, et d'autre part, du point 3.2 de l'annexe à la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 selon lequel les personnes qui sont invitées à collaborer à l'enquête doivent être informées qu'elles sont libres de donner ou de refuser leur coopération et qu'elles ont le droit d'interrompre celle-ci à tout moment sans devoir en justifier les motifs.

La Commission de la protection de la vie privée a émis son avis le 11 septembre 1997. Cet avis est favorable, sous réserve de quelques observations. Il a été tenu compte de ces observations, à l'exception de ce qui suit :

1) La Commission soutient que le Registre national doit envoyer lui-même les lettres aux personnes qui composent l'échantillon. Cette suggestion n'a pas été retenue pour les motifs énumérés ci-après :

a) L'article 5, alinéa 2, a), de la loi précitée du 8 août 1983 autorise l'université à recevoir communication des informations du Registre national qui sont nécessaires à son enquête scientifique. Il ne s'agit donc pas ici d'un accès au Registre national : l'échantillon sera effectivement extrait par les services du Registre national, et seules les informations relatives aux personnes qui composent cet échantillon seront communiquées à l'université.

b) Pour des raisons pratiques, il est également souhaitable que l'université connaisse elle-même les informations relatives aux personnes sélectionnées : l'enquête proprement dite sera en effet réalisée par des enquêteurs qui se rendent au domicile des personnes sélectionnées, leur soumettent le questionnaire et notent leurs réponses. A cette fin, l'université doit évidemment connaître les noms et adresses des personnes interrogées pour pouvoir à son tour les communiquer à son sous-traitant, la S.A. DIMARSO.

2) La Commission s'inquiète en outre de ce que l'arrêté en projet ne fasse pas état des personnes qui auront accès au Registre national. Ainsi que déjà exposé ci-dessus, il n'est pas question d'octroyer un accès aux informations du Registre national et les données relatives aux personnes sélectionnées seront uniquement communiquées à l'université.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Notes

(1) *Moniteur belge* du 23 décembre 1994.

(2) *Moniteur belge* du 30 mai 1996.

- artikel 6 van de voormelde wet bepaalt dat de verwerking van persoonsgegevens, ondermeer met betrekking tot de overtuiging of activiteit op politiek gebied, slechts voor door of krachtens de wet vastgestelde doeleinden is toegestaan.

Artikel 148 van de wet van 21 december 1994 « houdende sociale en diverse bepalingen » luidt dat de woorden « vastgestelde doeleinden ingevolge de wet » zoals vermeld in artikel 6, eerste lid, van de voormelde wet van 8 december 1992, moeten geïnterpreteerd worden als de machtiging, die aan de Koning wordt gegeven om de doeleinden en de omstandigheden vast te stellen binnen welke de persoonsgegevens mogen worden verwerkt, overeenkomstig de andere bepalingen van de wet van 8 december 1992 (1).

Dit werd verwezenlijkt door het koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens (2).

Aangezien het hier een onderzoek betreft naar de betrokkenheid van de bevolking bij het politieke leven, zullen ongetwijfeld vragen aan de ondervraagde personen gesteld worden naar de overtuiging en activiteit op politiek gebied.

Artikel 2 van het ontworpen besluit voldoet aan het voorschrift van enerzijds artikel 2, a), van het koninklijk besluit nr. 14 volgens hetwelk de verwerking van persoonsgegevens slechts mogelijk is met de toestemming van de betrokken persoon, en dat deze toestemming op ieder ogenblik kan worden ingetrokken, en anderzijds, van punt 3.2 van de bijlage bij de Aanbeveling R (83)10 van de Raad van Europa van 23 september 1983 volgens hetwelk de personen die uitgenodigd worden om mee te werken aan het onderzoek erover geïnformeerd moeten worden dat ze vrij zijn om hun medewerking te verlenen of te weigeren en dat ze het recht hebben deze te onderbreken op elk ogenblik zonder de redenen te wettigen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bracht haar advies uit op 11 september 1997. Dit advies is gunstig, zij het met enkele opmerkingen. Er werd rekening gehouden met deze opmerkingen met uitzondering van :

1) De Commissie stelt dat het Rijksregister zelf de brieven aan de personen die deel uitmaken van de steekproef moet verzenden. Deze suggestie werd niet gevolgd, omdat :

a) Artikel 5, tweede lid, a) van de voormelde wet van 8 augustus 1983 geeft de universiteit een recht op mededeling van die informatiegegevens uit het Rijksregister die nodig zijn voor hun wetenschappelijk onderzoek. Het gaat hier dus niet om toegang tot het Rijksregister : de steekproef zal wel degelijk getrokken worden door de diensten van het Rijksregister, en enkel de informatie betreffende de personen die deel uitmaken van deze steekproef zal aan de universiteit worden medege-deeld.

b) Ook om praktische redenen is het wenselijk dat de universiteit zelf de informatiegegevens met betrekking tot de geselecteerde personen kent : de eigenlijke enquête zal immers gebeuren door enquêteurs, die bij de geselecteerde personen aan huis gaan, hen aldaar de vragenlijst voorleggen, en de antwoorden noteren. Daarvoor moet de universiteit uiteraard de namen en adressen van de ondervraagden kennen, om ze op haar beurt aan haar onderaannemer de N.V. DIMARSO mede te delen.

2) De Commissie is bovendien verontrust omdat het ontwerp van besluit niet rept over de personen die toegang hebben tot het Rijksregister. Zoals hierboven reeds uiteengezet is er geen sprake van toegang te verlenen tot de informatiegegevens van het Rijksregister, en worden de gegevens met betrekking tot de geselecteerde personen enkel aan de universiteiten medegedeeld.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota's

(1) *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 30 mei 1996.

AVIS N° 25/97 DU 11 SEPTEMBRE 1997 DE LA COMMISSION
DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Objet. — Projet d'arrêté royal autorisant la « Vrije Universiteit Brussel » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour les besoins d'une enquête dénommée « Tussen burger en overheid »

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 4 juillet 1997;

Vu le rapport du Président;

Emet, le 11 septembre 1997, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

Le projet d'arrêté royal soumis à la Commission pour avis concerne une demande du Centre de Sociologie de la « Vrije Universiteit Brussel » visant à recevoir, dans le cadre d'une enquête dénommée « Tussen burger en overheid » effectuée à la demande de l'autorité fédérale dans le cadre du programme « Toekomstgericht sociaal-economisch onderzoek » (« recherche socio-économique prospective »), communication de certaines données du Registre national, et ce, afin d'extraire un échantillon de la population adulte de la Région flamande au départ duquel l'enquête sera effectuée. Un questionnaire sera soumis à quelque 1 700 personnes de la partie flamande du pays en vue de collecter des informations quant à leur participation au milieu social et aux attitudes qui en découlent en matière de citoyenneté et de culture politique, informations qui doivent permettre au centre de recherche de se prononcer, d'une part, sur l'implication de la population dans le fonctionnement du processus politique et social et, d'autre part, sur le rôle que le milieu social joue ou est susceptible de jouer dans la promotion de la cohésion sociale.

Concrètement, il sera procédé comme suit : trois échantillons constitués chacun de 1 700 personnes seront extraits du Registre national, soit au total 5 100 personnes. Le premier groupe de 1 700 personnes sera mis en œuvre pour le travail d'enquête initial sur le terrain : en cas d'absence de réponse dans ce premier groupe, il sera recouru aux deux autres à titre de substitution.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission a été rédigé en application de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit Registre. Ce dernier arrêté royal concerne plus particulièrement l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude.

II. Cadre légal et réglementaire.

A) Loi du 8 août 1983.

En application de l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi, après avis de la Commission, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, autoriser la communication, à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, des informations nécessaires mentionnées à l'article 3, alinéa premier, 1° à 9°, et deuxième alinéa, exclusivement pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, dans les limites des informations qui doivent être mises à leur disposition uniquement pour l'exécution de ces activités; les organismes ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaires à l'exécution de ces travaux et uniquement dans ce but; le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir communication de ces informations.

La VUB est un organisme de droit belge qui remplit des missions d'intérêt général.

B) Arrêté royal du 3 avril 1995.

L'arrêté royal du 3 avril 1995 a été pris en exécution de cette dernière disposition. Il fixe les conditions suivantes :

a) En ce qui concerne l'organisme demandeur (article 1er) :

1. être doté de la personnalité juridique;
2. disposer du personnel et de l'infrastructure nécessaire à l'exécution des activités scientifiques de recherche;

ADVIES NR 25/97 VAN 11 SEPTEMBER 1997
VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Betreeft. — Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Vrije Universiteit Brussel mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek « Tussen burger en overheid »

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid het artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op de adviesaanvraag vanwege de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 4 juli 1997;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Brengt op 11 september 1997 het volgend advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag

Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit betreft een aanvraag van het Centrum voor Sociologie van de Vrije Universiteit Brussel om, in het kader van een onderzoek « Tussen burger en overheid », verricht in opdracht van de federale overheid in het kader van het programma "Toekomstgericht Sociaal-Economisch Onderzoek" de mededeling te ontvangen van bepaalde gegevens van het Rijksregister teneinde een steekproef te trekken van de volwassen bevolking van het Vlaams Gewest op basis waarvan een survey zal uitgevoerd worden. Aan ongeveer 1 700 respondenten uit het Vlaams landsgedeelte zal een vragenlijst voorgelegd worden teneinde gegevens te verzamelen met betrekking tot hun participatie aan het middenveld en hun daaraan gekoppelde attitudes inzake burgerschap en politieke cultuur wat moet toelaten uitspraken te doen over enerzijds de betrokkenheid van de bevolking bij de politiek en maatschappelijk functioneren, en anderzijds de rol die het maatschappelijk middenveld speelt of kan spelen bij het bevorderen van sociale cohesie.

Concreet zal als volgt te werk gegaan worden : er zullen drie steekproeven getrokken worden van telkens 1 700 personen, d.w.z. in het totaal 5 100 personen. De eerste groep van 1 700 personen zal worden gebruikt voor het oorspronkelijke veldwerk : bij gebrek aan antwoord van de eerste groep zal ter vervanging beroep gedaan worden op de twee andere.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Commissie voor advies wordt voorgelegd werd opgesteld bij toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register zijn opgenomen. Dit laatste besluit heeft specifiek betrekking op de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoekswerkzaamheden.

II. Wettelijk en reglementair kader.

A) Wet van 8 augustus 1983

Bij toepassing van art. 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen kan de Koning, na advies van de Commissie, bij in Ministerraad overlegd besluit aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die Hij nominatief aanwijst, de mededeling verlenen van de nodige informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 9°, en tweede lid, uitsluitend voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, binnen de perken van de informatiegegevens die hen ter beschikking moeten worden gesteld uitsluitend voor de uitvoering van die werkzaamheden; de instellingen mogen slechts over de bedoelde informatiegegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werken en enkel tot dat doel; de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen.

De VUB is een instelling van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervult.

B) Koninklijk besluit van 3 april 1995.

In uitvoering van deze laatste bepaling werd het koninklijk besluit van 3 april 1995 uitgevaardigd. Het stelt de volgende voorwaarden vast :

a) Wat de aanvragende instelling betreft (artikel 1) :

1. rechtspersoonlijkheid bezitten;
2. passend uitgerust zijn wat betreft personeel en infrastructuur voor wetenschappelijk onderzoek;

3. faire signer au personnel concerné un document dans lequel il s'engage à respecter le caractère confidentiel des données du Registre national;

4. faire appel à la sous-traitance de manière très limitée;

5. se soumettre au contrôle;

6. stocker les données nominatives du Registre national dans un fichier distinct et désigner nominativement les personnes ayant accès à ces données;

7. ne fournir à des tiers les résultats que sous forme de données anonymes.

b) En ce qui concerne l'enquête (article 2) :

8. être reconnue comme étant d'intérêt scientifique par le Ministre de la Politique scientifique (article 2);

9. se limiter aux informations du Registre national qui sont nécessaires (article 3).

La demande doit être adressée au Ministre de l'Intérieur et être accompagnée de tous les documents établissant que les conditions précitées sont remplies. En outre, les statuts de l'organisme doivent être joints à la demande.

L'arrêté royal accordant l'autorisation doit mentionner :

1. les numéros des données du Registre national pouvant être communiquées;

2. la finalité de la communication;

3. le délai de conservation autorisé;

4. les modalités de sous-traitance et l'identité des sous-traitants;

5. la date à laquelle la Commission a émis son avis.

La Commission constate, sur la base du dossier qui lui a été transmis, que l'organisme demandeur satisfait aux exigences susvisées.

Quant au projet proprement dit, il satisfait également à toutes les exigences précitées.

C) Arrêté royal (n° 14) du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Etant donné qu'il s'agit d'une enquête portant sur l'implication de la population dans la vie politique, des questions seront certainement posées sur les opinions et les activités politiques. Aux termes du rapport au Roi, les dispositions de l'arrêté royal (n° 14) doivent être respectées.

III. Examen par article :

Article 1^{er}.

1) En vertu de l'article 1^{er}, in fine, du projet, la communication a pour « seule fin de constituer un échantillon représentatif composé de 5 100 personnes âgées de 18 à 75 ans ».

La Commission estime qu'une définition plus précise de la finalité conformément à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 (ci-après la LVP), ne pourrait que renforcer la protection de la vie privée.

En ce qui concerne le tirage de l'échantillon, la Commission est d'avis que l'unité de recherche ne peut s'en charger elle-même. Les services du Registre national peuvent procéder à ce tirage en appliquant les critères de sélection établis par l'unité de recherche.

En effet, la communication des informations du Registre national en vue du tirage d'un échantillon permet en réalité à l'unité de recherche d'obtenir la communication des données relatives à toutes les personnes physiques figurant au Registre national, ce qui ne peut se justifier. La vie privée des individus est en effet mieux protégée si l'unité de recherche demande au Registre national de procéder lui-même au tirage de l'échantillon sur la base des critères qu'elle a fixés.

La Registre national enverrait lui-même une lettre aux personnes qui ont été retenues pour faire partie de l'échantillon. Cette lettre, qui doit être rédigée par l'unité de recherche, informerait les personnes retenues des finalités de l'enquête, ainsi que de leur droit de refuser de coopérer à l'enquête, comme le prévoit très justement l'article 2 du projet.

La Banque-carrefour de la sécurité sociale applique déjà cette méthode, à la grande satisfaction des chercheurs.

2) L'autorisation est accordée à la « Vrije Universiteit Brussel » étant donné qu'elle est dotée, à l'inverse de son Centre de Sociologie, de la personnalité juridique, comme l'exige l'article 1er, 1° de l'arrêté royal du 3 avril 1995.

3. het betrokken personeel schriftelijk verbinden het vertrouwelijk karakter van de gegevens uit het Rijksregister te eerbiedigen;

4. zeer restrictief van onderaanneming gebruik maken;

5. zich onderwerpen aan controle;

6. de nominatieve gegevens uit het Rijksregister afzonderlijk opslaan en met naam de personen aanwijzen die toegang tot deze gegevens hebben;

7. in de rapportering aan derden enkel anonieme gegevens verstrekken.

b) Wat het onderzoek betreft (art. 2) :

8. erkend worden door de Minister van Wetenschapsbeleid als van wetenschappelijk belang (art. 2).

9. beperkt zijn tot de informatiegegevens van het Rijksregister die nodig zijn (art. 3).

De aanvraag moet gericht worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken en vergezeld zijn van alle stukken waaruit blijkt dat aan de voorgaande voorwaarden is voldaan. Daarenboven moet de aanvraag vergezeld zijn van de statuten van de instelling.

Het koninklijk besluit dat de machtiging verleent moet vermelden :

1. de nummers van de gegevens uit het Rijksregister die medege-deeld mogen worden;

2. het doel van de mededeling;

3. de toegestane termijn van bewaring;

4. de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de bewerkers;

5. de datum waarop de Commissie haar advies heeft uitgebracht.

De Commissie stelt vast, op grond van het dossier dat haar overgemaakt werd, dat de aanvragende instelling aan de voormelde vereisten voldoet.

Het ontwerp voldoet zijnerzijds aan de eveneens voormelde vereisten.

C) Koninklijk besluit (nr. 14) van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Aangezien het onderzoek de betrokkenheid van de bevolking betreft, zullen zeker vragen gesteld worden naar de overtuiging en activiteit op politiek gebied. Bijgevolg dienen de bepalingen van koninklijk besluit (nr. 14) nageleefd te worden, aldus het Verslag aan de Koning.

III. Artikelsgewijze bespreking.

Artikel 1

1) De doelstelling van de mededeling is krachtens artikel 1 in fine van het ontwerp "enkel voor het samenstellen van een representatieve steekproef, bestaande uit 5 100 personen, tussen 18 en 75 jaar oud".

De Commissie is van oordeel dat de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gebaat zou zijn bij een nauwkeurigere omschrijving van de doelstelling overeenkomstig artikel 5 van de wet van 8 december 1992 (hierna WVP).

Wat het trekken van de steekproef betreft is de Commissie van oordeel dat de onderzoekseenheid daarvoor niet zelf mag instaan. De diensten van het Rijksregister kunnen hiervoor instaan met gebruikmaking van de selectiecriteria die door de onderzoekseenheid aangereikt worden.

Immers, de mededeling van de informatiegegevens van het Rijksregister met het oog op het trekken van een steekproef laat de onderzoekseenheid in werkelijkheid toe de mededeling te bekomen van de gegevens betreffende alle in het Rijksregister opgenomen natuurlijke personen, hetgeen niet gerechtvaardigd is. Het privé-leven van de individuen wordt inderdaad beter beschermd wanneer de onderzoekseenheid aan het Rijksregister vraagt de steekproef te trekken op basis van door haar aangereikte criteria.

Het Rijksregister zou zelf een brief aan de weerhouden personen sturen. In die brief die door de onderzoekseenheid opgesteld dient te worden, zullen de weerhouden personen ingelicht worden over de doelstellingen van het onderzoek alsmede over hun recht om niet mee te werken aan de enquête zoals artikel 2 van het ontwerp terecht voorziet.

Deze methode wordt reeds toegepast door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid tot voldoening van de onderzoekers.

2) De machtiging wordt verleend aan de Vrije Universiteit Brussel vermits deze, in tegenstelling tot haar Centrum voor Sociologie, de rechtspersoonlijkheid bezit, zoals vereist door artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 3 april 1995.

3) La communication concerne les informations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de la loi du 8 août 1983.

Il s'agit des nom, prénoms, date de naissance, sexe, nationalité et résidence principale.

Le rapport au Roi motive la communication de ces informations par la nécessité d'interroger les personnes composant l'échantillon, de constituer un échantillon représentatif de la population et d'exclure les personnes qui n'entrent pas en ligne de compte, à savoir les personnes qui ne possèdent pas la nationalité belge.

La Commission estime que cette communication satisfait au prescrit de l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992, à savoir aux exigences de proportionnalité et de nécessité.

Article 2.

Il ressort du rapport au Roi que cette disposition satisfait à l'article 2, a) de l'arrêté royal (n° 14). Cet article dispose que « sans préjudice du prescrit de l'article 5 de la loi et des dispositions des articles 3 à 6 du présent arrêté, les données visées à l'article 6 de la loi peuvent faire l'objet d'un traitement lorsque (...) a) la personne concernée a donné son consentement explicite à un tel traitement pour autant que ce consentement puisse à tout moment être retiré par celle-ci et à condition que les données à caractère personnel ne soient traitées à d'autres fins que celles pour lesquelles le consentement a été donné ». Le rapport au Roi précédant cet arrêté royal précise à ce propos qu'« il découle de la définition du terme "consentement" que ce dernier doit en outre être donné librement, doit être spécifique et ne peut par conséquent être donné de manière générale, et qu'il ne peut être ambigu. »

La Commission ne peut bien évidemment qu'approuver l'insertion de cette importante garantie pour le respect de la vie privée des personnes interrogées.

Il conviendrait, comme suggéré ci-avant, de charger les services du Registre national d'envoyer la lettre informant les personnes composant l'échantillon de la nature de l'enquête et du caractère non obligatoire de leur collaboration à celle-ci.

La Commission souhaite en outre recevoir le projet de lettre susvisée ainsi que le questionnaire avant toute communication des informations. L'obligation de transmettre ces documents à la Commission devrait également être prévue dans l'arrêté royal.

Article 3

— La communication est faite au recteur de la « Vrije Universiteit Brussel » (alinéa 1er), étant donné que, comme indiqué ci-avant, le Centre de Sociologie n'est pas doté de la personnalité juridique.

— Le recteur désigne parmi les membres du personnel du Centre de Sociologie ceux qui sont autorisés à faire usage de ces informations. Une liste de ces personnes est dressée, laquelle est aussitôt transmise à la Commission (alinéa 2).

La Commission émet quelques réserves quant au texte en projet qui ne donne aucune précision sur les personnes qui ont accès aux informations. Peut-être le projet part-il implicitement du principe que l'utilisation n'est possible que moyennant un accès, de sorte que les dispositions relatives à l'utilisation s'appliquent également à l'accès. Ce raisonnement ne peut toutefois pas être suivi. La Commission entend garantir que seules les personnes qualifiées offrant toutes les garanties accèdent aux informations. Le texte en projet n'offre pas cette garantie. Il conviendrait dès lors qu'elle soit explicitée, soit dans le texte même, soit dans le rapport au Roi.

Article 4

Les informations doivent être effacées ou détruites dans les deux mois qui suivent la fin de l'enquête et au plus tard le 31 décembre 1998 (alinéa 1er).

Cette disposition entend satisfaire au prescrit de l'article 6, alinéa 1er, 3), de l'arrêté royal du 3 avril 1995 : « Sont mentionnés dans l'arrêté portant désignation nominative de l'organisme autorisé à obtenir communication d'informations du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude : (...) 3° le délai à l'expiration duquel elles doivent être immédiatement effacées ou détruites ».

En vertu de l'article 4, alinéas 2 et 3, les informations ne peuvent être communiquées à des tiers, les personnes auxquelles se rapportent ces informations et leurs représentants légaux n'étant pas considérés comme des tiers.

La Commission n'a aucune remarque à formuler quant à ces dispositions.

IV. Enquête :

On ne peut déduire ni de la demande d'avis, ni des pièces jointes qui effectuera l'enquête auprès des personnes composant l'échantillon, personnes qui ont en outre consenti à participer à cette dernière. A

3) De mededeling betreft de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van de wet van 8 augustus 1983.

Het gaat om naam en voornamen, geboortedatum, geslacht, nationaliteit en hoofdverblijfplaats.

In het verslag aan de Koning wordt de mededeling gemotiveerd van deze informatiegegevens door de noodzaak de personen die deel uitmaken van de steekproef te kunnen ondervragen, de steekproef te kunnen samenstellen uit een representatief staal van de bevolking en bepaalde personen die niet in aanmerking komen voor de steekproef, met name personen die niet de Belgische nationaliteit hebben, uit te sluiten.

De Commissie is van oordeel dat deze mededeling beantwoordt aan de voorschriften van artikel 5 van de wet van 8 december 1992, met name wat betreft de proportionaliteits- en de noodzakelijkheidsvoorwaarde die erin vervat zijn.

Artikel 2.

Blijkens het verslag aan de Koning voldoet deze bepaling aan artikel 2, a) van het koninklijk besluit (nr. 14.). Dit artikel bepaalt dat onverminderd het bepaalde in artikel 5 van de wet en het bepaalde in de artikelen 3 tot 6 van dit besluit de gegevens bedoeld in het artikel 6 van de wet kunnen worden verwerkt in volgende gevallen : (...) a) wanneer de betrokkene uitdrukkelijk heeft toegestemd in een dergelijke verwerking met dien verstande dat deze toestemming ten alle tijde dat door de betrokkene kan worden ingetrokken en onder de voorwaarde dat de persoonsgegevens voor geen enkel andere doelstelling worden verwerkt dan deze waarvoor de toestemming gegeven wordt ». Het verslag aan de Koning bij dit koninklijk besluit preciseert in dat verband dat « uit de definitie van het begrip "toestemming" volgt dat deze laatste bovendien op een vrije manier moet gegeven zijn, dat zij specifiek moet zijn en dus niet in het algemeen kan gegeven worden en dat zij ondubbelzinnig moet zijn ».

De Commissie kan uiteraard slechts instemmen met het opnemen van deze belangrijke waarborg voor de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer van de ondervraagden.

Het verzenden van het schrijven waarbij de personen die deel zullen uitmaken van de steekproef op de hoogte worden gebracht van de aard van het onderzoek en niet verplichtend karakter van de medewerking eraan zou, zoals hierboven gesuggereerd, verzorgd moeten worden door de diensten van het Rijksregister.

De Commissie wenst overigens het ontwerp van bovenvermeld schrijven alsmede de vragenlijst te ontvangen alvorens de mededeling van de informatiegegevens plaatsvindt. De verplichting om de Commissie deze stukken mede te delen zou bovendien in het koninklijk besluit voorzien moeten worden.

Artikel 3.

— De mededeling gebeurt aan de rector van de Universiteit Brussel (eerste lid) vermits, zoals hoger gesteld, het Centrum voor Sociologie niet de rechtspersoonlijkheid heeft.

— De rector duidt onder de leden van het personeel van het Centrum voor Sociologie aan wie van de informatiegegevens gebruik mag maken. Van deze personen wordt een lijst opgemaakt die onmiddellijk aan de Commissie bezorgd wordt (tweede lid).

De Commissie heeft haar bedenkingen bij de ontworpen tekst die niet rept over de personen die toegang tot de informatiegegevens hebben. Wellicht gaat men in het ontwerp impliciet uit van de stelling dat gebruik maar mogelijk is mits men toegang heeft zodat het regelen van het gebruik bijgevolg tegelijkertijd de toegang regelt. Deze redenering kan uiteraard niet gevolgd worden. De Commissie wil waarborgen dat enkel gekwalificeerde personen die alle waarborgen bieden toegang tot de gegevens hebben. De ontworpen tekst biedt die garantie niet. Zij zou dan ook gebaat zijn met een explicitering, hetzij in de tekst zelf, hetzij in het Verslag aan de Koning.

Artikel 4.

De informatiegegevens moeten binnen de twee maand volgend op de beëindiging van het onderzoek en uiterlijk op 31 december 1998 gewist of vernietigd worden (eerste lid).

Deze bepaling wil voldoen aan het voorschrift van artikel 6, eerste lid, 3) van het koninklijk besluit van 3 april 1995 : « In het besluit waarin de instelling bij name aangewezen wordt die gemachtigd is om van het Rijksregister informatie medegedeeld te krijgen voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten, wordt het volgende vermeld : (...) 3° de termijn waarna (de informatiegegevens) onmiddellijk dienen te worden uitgewist of vernietigd ».

Krachtens artikel 4, tweede en derde lid, mogen de informatiegegevens niet meegedeeld worden aan derden waarbij de betrokkenen en hun wettelijke vertegenwoordigers niet als derden worden beschouwd.

De Commissie heeft in verband met deze bepalingen geen opmerkingen te formuleren.

IV. Enquete.

Uit de adviesaanvraag noch uit de bijgevoegde stukken blijkt door wie de enquête bij de ingevolge de steekproef weerhouden personen, die bovendien daartoe hun toestemming gegeven hebben, afgenomen

fortiori, aucune garantie n'est offerte en la matière, alors que les enquêteurs auront bel et bien connaissance de données sensibles à caractère personnel.

La Commission souhaite que les personnes qui réaliseront les entretiens, à supposer que ceux-ci ne soient pas réalisés par les enquêteurs eux-mêmes, soient tenues de signer un document dans lequel elles s'engagent, tout comme les enquêteurs, à respecter le secret professionnel ainsi que la confidentialité des données reçues ou collectées, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal (n° 14) du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par ce motifs,

La Commission émet, sous réserve des remarques formulées, un avis favorable.

Le secrétaire,
(sig) J. Paul.

Le président,
(sig) P. Thomas.

8 FEVRIER 1999. — Arrêté royal autorisant la "Vrije Universiteit Brussel" à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques pour les besoins d'une enquête dénommée "Tussen burger en overheid"

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment les articles 4, 5 et 6;

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 148;

Vu l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 2, a);

Vu la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques;

Vu la décision du 12 mars 1997 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique l'activité de recherche envisagée par la Vrije Universiteit Brussel, pour laquelle la communication d'informations du Registre national est sollicitée;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par la Vrije Universiteit Brussel, il ressort que l'activité de recherche envisagée répond en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 25/97 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 11 septembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour pouvoir mener à bien l'activité de recherche qu'elle envisage d'effectuer, il est impérieux que la « Vrije Universiteit Brussel » puisse recevoir communication dans les plus brefs délais des informations du Registre national qui s'avèrent nécessaires à cette fin, l'interrogation des personnes composant l'échantillon devant débiter au printemps 1998;

zal worden. A fortiori wordt er op dat vlak geen enkele waarborg geboden, daar waar de interviewers toch kennis zullen krijgen van gevoelige persoonsgegevens.

De Commissie wenst dat de personen die de interviews zullen afnemen, in de veronderstelling dat zulks niet gebeurt door de onderzoekers zelf, de verplichting opgelegd wordt een document te ondertekenen, zoals de onderzoekers dat doen, waarbij zij zich ertoe verbinden het beroepsgeheim alsmede de vertrouwelijkheid der gegevens die zij ontvangen of ingezameld hebben te bewaren, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit (nr. 14) van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Om deze redenen

Verleent de Commissie een gunstig advies, onder voorbehoud van de gemaakte bemerkingen

De secretaris,
(get.) J. Paul.

De voorzitter,
(get.) P. Thomas.

8 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan de Vrije Universiteit Brussel mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van het onderzoek "Tussen burger en overheid"

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 6;

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 148;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 2, a);

Gelet op de Aanbeveling nr. R(83)10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens gebruikt voor statistisch of wetenschappelijk onderzoek;

Gelet op de beslissing van 12 maart 1997 waarbij Onze Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van de door de Vrije Universiteit Brussel geplande onderzoeksactiviteit, waarvoor mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister gevraagd wordt, erkent;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd werd door de Vrije Universiteit Brussel blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteit op alle gebied voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het Advies nr. 25/97 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 11 september 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het om de geplande onderzoeksactiviteit tot een goed einde te kunnen brengen van belang is dat de Vrije Universiteit Brussel zo snel mogelijk mededeling krijgt van de informatiegegevens uit het Rijksregister die nodig zijn voor het onderzoek, aangezien de bevraging van de personen die de steekproef vormen moet geschieden in de lente van 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Politique scientifique et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La « Vrije Universiteit Brussel » est autorisée à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5° de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et relatives aux 5 100 personnes composant l'échantillon qui seront interrogées sur leur participation à l'environnement social et les attitudes qui sont les leurs en matière de citoyenneté et de culture politique, et ce pour les besoins d'une enquête dénommée « Tussen burger en overheid ».

Art. 2. Les personnes composant l'échantillon visé à l'article 1^{er} seront informées par écrit, avant le début de l'enquête, de la nature précise de celle-ci, de la dénomination exacte de l'organisme de recherche pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des objectifs que celle-ci poursuit et des modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées.

Elles seront informées qu'elles n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'elles peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Elles seront en outre informées du délai de conservation des données, visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Un exemplaire de la lettre d'information visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi que du questionnaire qui sera soumis aux personnes invitées à coopérer à l'enquête, sera transmis préalablement à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er} est faite au recteur de la « Vrije Universiteit Brussel ».

La personne visée à l'alinéa 1^{er} désigne nommément et par écrit, parmi les membres du personnel du Centre de Sociologie de la « Vrije Universiteit Brussel », ceux d'entre eux qu'elle autorise à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins visées à l'article 1^{er}.

La liste des membres du personnel du Centre de Sociologie de la VUB visés à l'alinéa précédent est dressée dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté. Elle est transmise aussitôt à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 4. Les informations obtenues en communication du Registre national en application de l'article 1^{er} doivent être effacées ou détruites dans les deux mois qui suivent la fin de l'enquête et au plus tard le 31 décembre 1998.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;

2° les membres du personnel du centre de recherche DIMARSO S.A., qui agit en qualité de sous-traitant du « Centrum voor Sociologie » de la « Vrije Universiteit Brussel », et qui est agréé par Nous en cette qualité.

La communication d'informations par la « Vrije Universiteit Brussel » à DIMARSO S.A. se limite toutefois aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 5°, de la loi précitée du 8 août 1983. Elle peut uniquement se rapporter aux personnes qui seront effectivement soumises à une interview.

Ces informations ne peuvent être conservées par DIMARSO S.A. que pendant le temps nécessaire au travail d'enquête sur le terrain. Elles doivent en tout cas être effacées le 31 décembre 1998.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Wetenschapsbeleid, en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de Vrije Universiteit Brussel wordt machtiging verleend om mededeling te ontvangen van de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met betrekking tot 5 100 personen, die de steekproef vormen die zal ondervraagd worden over hun participatie aan het middenveld en de daaraan gekoppelde attitudes inzake burgerschap en politieke cultuur, en dit in het kader van het onderzoek « Tussen burger en overheid ».

Art. 2. De personen die deel uitmaken van de steekproef, bedoeld in artikel 1, zullen vóór de aanvang van het onderzoek schriftelijk op de hoogte gebracht worden van de precieze aard daarvan, van de juiste benaming van de onderzoeksinstelling waarvoor de onderzoeksactiviteit wordt verricht, van de doelstellingen die het nastreeft en van de modaliteiten volgens welke de ingewonnen informatiegegevens zullen worden verwerkt.

Zij zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn mede te werken aan het onderzoek, en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wettiging te moeten geven.

Zij zullen bovendien ingelicht worden over de termijn van bewaring van de gegevens, waarin wordt voorzien in artikel 4, eerste lid, en over het feit dat de hen betreffende gegevens anoniem gemaakt zullen worden.

Een exemplaar van de brief bedoeld in het eerste lid, alsmede van de vragenlijst die aan de personen die uitgenodigd worden aan het onderzoek mee te werken zal voorgelegd worden, zal vooraf aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gezonden worden.

Art. 3. De mededeling van de in artikel 1 bedoelde informatiegegevens uit het Rijksregister geschiedt aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

De persoon bedoeld in het eerste lid duidt onder de leden van het personeel van het Centrum voor Sociologie van de Vrije Universiteit Brussel bij name en schriftelijk aan wie gebruik mag maken van de informatiegegevens in het kader van de geplande onderzoeksactiviteit, en dit enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1.

De lijst van de leden van het personeel van het Centrum voor Sociologie van de VUB, bedoeld in het voorgaande lid, met aanduiding van hun functie, wordt opgesteld in de maand die volgt op de inwerkingtreding van het onderhavig besluit. Hij wordt dadelijk aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gezonden.

Art. 4. De met toepassing van artikel 1 uit het Rijksregister verstrekte informatiegegevens moeten worden gewist of vernietigd binnen twee maanden volgend op de beëindiging van het onderzoek en uiterlijk op 31 december 1998.

Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het voorgaande lid :

1° de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de personeelsleden van het onderzoekscentrum DIMARSO N.V., dat optreedt in de hoedanigheid van onderaannemer in opdracht van het Centrum voor Sociologie van de Vrije Universiteit Brussel, en in die hoedanigheid door Ons erkend wordt.

De mededeling van informatiegegevens door de Vrije Universiteit Brussel aan DIMARSO N.V. beperkt zich evenwel tot de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° en 5°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983. Ze mag enkel betrekking hebben op die personen waarvan effectief een interview zal worden afgenomen.

Deze informatiegegevens mogen door DIMARSO N.V. slechts bewaard worden gedurende de tijd die nodig is voor het veldwerk. Ze dienen in elk geval uitgewist te worden op 31 december 1998.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Politique scientifique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 1813

[C - 99/00188]

8 FEVRIER 1999. — Arrêté royal autorisant l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête portant sur le pluralisme religieux et éthique en Europe

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national dans le cadre d'une enquête portant sur le pluralisme religieux et éthique en Europe.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Le Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique, en abrégé : P.I.O.P., de l'Université Catholique de Louvain et l'« Interuniversitair Steunpunt Politieke Opinieonderzoek », en abrégé : I.S.P.O., de la « Katholieke Universiteit Leuven », sont plus particulièrement chargés de cette enquête.

Ce projet de recherche est soutenu par la European Science Foundation, et pour la Belgique, par le Fonds national de la recherche scientifique. Le projet vise à mesurer le pluralisme religieux et éthique, dans leurs différentes dimensions, dans plusieurs pays d'Europe (l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et la Suède), ainsi que la relation entre ces dimensions. Le but poursuivi consiste à effectuer une analyse nationale ainsi qu'une analyse comparative entre ces pays selon leur degré de différenciation, de rationalisation et de sécularisation fonctionnelles, ainsi que selon leur niveau d'individualisation. C'est pourquoi, outre des pays dits catholiques, des pays protestants et des pays religieusement mixtes sont également associés à cette activité de recherche. Des instituts de recherche des USA sont par ailleurs venus s'y associer dans le courant de son développement (1995-96).

Concrètement, il sera procédé comme suit : un questionnaire sera établi sur la base de modèles sociologiques théoriques existants. L'objectif est de procéder au printemps 1998, dans chacun des pays cités, à au moins 1 000 interviews sur la base d'un échantillon représentatif constitué de manière aléatoire. En Belgique, un échantillon de 6 500 habitants âgés de 18 ans et plus sera extrait du Registre national. Ce nombre comprend une réserve qui sera utilisée pour remplacer les personnes qui refuseraient de prêter leur collaboration.

Pour pouvoir constituer l'échantillon de manière scientifiquement justifiée, l'U.C.L. et la K.U.L. sollicitent la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 2° (date de naissance), 3° (sexe) et 5° (résidence principale) de la loi précitée du 8 août 1983.

Cette demande est motivée comme suit :

— la connaissance des informations visées aux 1° (nom et prénoms) et 5° (résidence principale) est en tout état de cause nécessaire pour que les personnes composant l'échantillon puissent être interrogées;

— la connaissance des informations visées aux 2° (date de naissance) et 3° (sexe) s'avère indispensable pour que l'échantillon puisse être constitué d'une composante représentative de la population;

N. 99 — 1813

[C - 99/00188]

8 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de « Université Catholique de Louvain » mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een onderzoek naar het religieus en ethisch pluralisme in Europa

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de « Université Catholique de Louvain » te verlenen in het kader van een onderzoek naar het religieus en ethisch pluralisme in Europa.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het « Interuniversitair Steunpunt Politieke Opinieonderzoek », afgekort I.S.P.O., van de Katholieke Universiteit Leuven en het « Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique », afgekort P.I.O.P., van de « Université Catholique de Louvain » zijn in het bijzonder gelast met het onderzoek.

Dit onderzoeksproject wordt gesteund door de European Science Foundation, en voor België door het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek. Het project beoogt het religieus en ethisch pluralisme, in hun verschillende dimensies, te meten in verschillende landen van Europa (Denemarken, Duitsland, Finland, Frankrijk, Hongarije, Groot-Brittannië, Ierland, Italië, Nederland, Noorwegen, Polen, Portugal en Zweden), alsmede de relatie tussen deze dimensies. Het is de bedoeling een nationale analyse te maken alsmede een vergelijkende analyse tussen deze landen naargelang hun graad van functionele differentiatie, rationalisatie en secularisatie, net zoals naargelang van hun niveau van individualisering. Vandaar dat er naast zgn. katholieke ook protestantse landen en religieus gemengde landen in betrokken worden. Onderzoeksinstituten uit de VSA hebben zich trouwens in de loop van haar ontwikkeling bij deze onderzoeksactiviteit aangesloten (1995-96).

Concreet zal als volgt tewerkgegaan worden : op grond van bestaande theoretische sociologische modellen zal een vragenlijst opgesteld worden. Het is de bedoeling dat in elk van de genoemde landen minstens 1 000 interviews worden afgenomen op basis van een willekeurig samengestelde representatieve steekproef in de lente van 1998. In België wordt uit het Rijksregister een steekproef getrokken van 6.500 inwoners van 18 jaar en ouder. Dit aantal bevat een reserve die zal gebruikt worden ter vervanging van personen die weigeren hun medewerking te verlenen.

Om de steekproef op een wetenschappelijk verantwoorde wijze te kunnen samenstellen vragen de K.U.L. en de U.C.L. mededeling van de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (geboortedatum), 3° (geslacht) en 5° (hoofdverblijfplaats) van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

Dit wordt gemotiveerd als volgt :

— de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 1° (naam en voornamen) en 5° (hoofdverblijfplaats) is uiteraard noodzakelijk opdat de personen die deel uitmaken van de steekproef ondervraagd zouden kunnen worden;

— de kennis van het informatiegegeven vermeld onder 2° (geboortedatum) en 3° (geslacht) is noodzakelijk omdat de steekproef moet samengesteld worden uit een representatief staal van de bevolking.